73. fraudes nationales à la confiance

Les fraudes du National Trust

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Les fiducies sont essentiellement des contrats dans lesquels une personne, le donateur, confie des biens immobiliers d'une sorte, matériels ou immatériels, à un fiduciaire, qui est obligé d'agir conformément aux instructions du donateur établies verbalement ou par écrit Trust Indenture, soit au nom du donateur en tant que bénéficiaire visé ou tiers destiné à être le bénéficiaire de la fiducie.

Les fiducies sont parmi les plus anciennes formes de structures commerciales constituées et ont été utilisées pendant les croisades pour protéger et transmettre les biens des croisés en leur absence. Ces fiducies testamentaires ont établi un dernier testament et un testament concernant la distribution des biens immobiliers au cas où le propriétaire serait tué à l'étranger ou ne reviendrait pas dans un nombre d'années stipulé.

Que se passe-t-il cependant lorsqu'une fiducie n'est pas établie et que le propriétaire décède --- en fait, ou par présomption légale --- sans testament? Ensuite, le roi ou toute autre autorité ayant des intérêts acquis devient le fiduciaire et a le contrôle de la propriété et les tribunaux ont le droit de distribuer les actifs comme bon leur semble.

Nous avons appelé cela un «intérêt public» dans la propriété privée, mais lorsqu'un souverain, tel que le monarque britannique, agit à titre privé «comme» l'intérêt public, cela a le même effet de promouvoir une fiducie non consensuelle intérêt qui est simplement présumé exister.

Cela ouvre aux tribunaux la possibilité d'agir de manière abusive et contraire aux intérêts des propriétaires réels, une situation si courante en France à un moment donné, que les officiers de justice sont devenus connus sous le nom de "Executors de Son Tort" --- Executors sans droit ou faire être des exécuteurs.

Imaginez que cette situation s'applique non seulement à des centaines de millions de personnes vivantes, mais aussi à leurs nations et pays?

C'est précisément ce qui s'est passé.

Les escroqueries pour bébés morts - toutes les deux - entraînent la déclaration des victimes légalement mortes et intestat, c'est-à-dire sans laisser de testament. Cela laisse ensuite les tribunaux les mains libres pour sonder la succession et pour les officiers de justice d'agir en tant qu'exécuteurs de Son Tort en faveur du roi ou du pape ou d'un autre principal qui aurait un intérêt dans les domaines qui en résultent.

Dans le cas de notre pays, les États-Unis, notre gouvernement est resté silencieux à la suite de la guerre civile américaine, et nos sous-traitants étrangers, ici pour fournir des "services essentiels" en vertu des stipulations de nos contrats de Constitution fédérale et des traités sous-jacents, ont pris pleinement avantage de notre interrègne.

Ces prestataires de services gouvernementaux étrangers ont affirmé être investis des pouvoirs d'urgence et ont prétendu nous représenter en notre absence. Ils ont transféré les avoirs de nos États dans des fiducies d'État qu'ils contrôlaient, et les directeurs étrangers ont présumé la tutelle et ont créé leurs propres tribunaux sur notre sol, où leurs officiers de justice ont depuis agi en tant qu'exécuteurs de Son Tort.

En fait, notre gouvernement n'est jamais "décédé" et, à l'exception d'être réprimé par les entrepreneurs intéressés, est resté actif s'il n'est pas informé et confus; nous avons continué à fonctionner au niveau international et avons appelé nos États en session pour faire des affaires.

En fait, aucun enregistrement valide et entièrement divulgué de notre population générale n'a eu lieu et aucune circonstance n'est apparue qui pourrait justifier l'existence de centaines de millions de fiducies immobilières présumées à exister et de dérivés de toutes sortes, tous soumis à des étrangers pouvoirs et systèmes de droit étrangers, mais étant commodément exploités pour nous et sous nos noms, à la fois en tant qu'individus et au «nom de» notre pays.

Toute cette fraude et présomption non étayée et non divulguée ont été opérées contre nous par des juristes étrangers pour la location agissant en tant qu'exécuteurs de Son Tort --- tout cela est extrêmement illégal et cause de la liquidation / confiscation des sociétés mères et de leurs franchises et actifs administratifs.

En fait, il n'y a pas d'accord contractuel ou par traité autorisant l'existence d'un tribunal d'homologation n'importe où à l'intérieur des frontières physiques de nos États de l'Union, et il n'y a aucune disposition pour l'existence de tribunaux militaires généraux, parfois appelés tribunaux spéciaux d'amirauté, n'importe où à l'intérieur des frontières de nos États.

Que ces tribunaux aient été gérés en tant que tribunaux fédéraux «de district» ou tribunaux de «État d'État» est sans importance, car tous ces éléments ont été gérés par l'une ou l'autre des organisations mères de la Corporation municipale exploitant les tribunaux de district, puis exploitant également l '«État de Les tribunaux d'État en tant que franchises obligent d'obéir aux sociétés municipales mères.

Au cours de toutes ces années, nous, les citoyens de l'État et notre Fédération des États, n'avons jamais été informés de ce que nos anciens sous-traitants fédéraux ont supposé à notre sujet, ni des

mesures qu'ils ont prises dans notre prétendue "absence".

Toute cette intrigue européenne et cette fraude légaliste ont été une surprise importune et constituent une violation évidente des obligations de confiance et contractuelles des autres directeurs et également des sociétés municipales exploitées par les directeurs en tant que prestataires de services sur place.

Tous ces State Trusts opérés comme, par exemple --- l'État de Virginie [Trust], l'État du Wisconsin [Trust], le New York [Trust] ... doivent être dissous en faveur de nos États et de leurs assemblées d'État, opérant simplement comme Virginie, Wisconsin, New York, etc.

Ce sont tous des actifs de l'État américain et devraient être sous le contrôle de l'État américain.

Le fait que les victimes aient été maltraitées de cette manière par des amis et des alliés qui leur doivent "un bon service de foi" est en effet choquant et criminel et nous souhaitons un recours simple et rapide, tout d'abord en mettant toutes les opérations en conformité avec nos traités et contrats de service. , et deuxièmement, libérer nos actifs à notre propre contrôle sans autre présomption légale ou supposition intéressée.

Nous souhaitons amplement de temps et de paix pour régler ces problèmes et parvenir à un règlement honorable et équitable, ainsi qu'une comptabilité appropriée du statut politique que les gens choisissent lorsqu'ils sont pleinement divulgués.

Nous notons que des violations similaires de la confiance se sont produites en Grande-Bretagne et dans l'ancien Commonwealth et que des moyens similaires ont été utilisés dans toute la sphère d'influence occidentale pour autonomiser et glorifier les sociétés criminellement inclinées au détriment des hommes et des femmes vivants.

Il est clair dans les archives publiques qu'aucun de nous et aucun de nos pays et aucune de nos nations n'ont accepté d'être gouvernés par des sociétés municipales et / ou commerciales intéressées. Toute supposition contraire est injustifiée et non prise en charge.

Il est grand temps que ces erreurs soient corrigées et que la Curie romaine, le Pape, l'administration de la ville intérieure de Londres, le monarque britannique et tous les autres responsables de ce mess acceptent les responsabilités qui vont avec les droits établis à la fois en droit international et le droit ecclésiastique.

Nous souhaitons que tous les intérêts immobiliers naturellement dévolus aux noms, identités et âmes de nos peuples respectifs et de nos pays soient pleinement reconnus et honorés en tant qu'intérêts patrimoniaux qui nous appartiennent et non à aucun prestataire de services incorporé.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

16 juin 2023

Voir cet article et plus de 4200 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:32 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:32 UTC by Bee